

PA

1268



2493

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010167983

PRÉCIS D'INSTRUCTION CIVIQUE

à l'usage
des élèves des écoles complémentaires
du Canton du Valais



Prix : 20 centimes

SION
Dépôt du Matériel scolaire

Préparations aux examens pédagogiques.

(Valeur des notes d'après le règlement fédéral)

1. Lecture

1. *Lecture courante, avec bonne accentuation et un compte-rendu juste et libre, au point de vue du fond et de la forme, du morceau lu.*
2. *Lecture suffisante et réponses satisfaisantes à quelques questions sur le morceau lu.*
3. *Lecture assez satisfaisante et connaissance minime du sujet.*
4. *Lecture défectueuse sans pouvoir se rendre compte du contenu.*
5. *Ne sachant pas lire.*

Conseils et directions

L'examen de cette branche, dans les examens de recrues, consiste à lire un morceau de quelques lignes et à en donner ensuite un compte-rendu.

Pour obtenir la note maximum (1), il suffit d'avoir une lecture courante, ni trop lente, ni trop rapide, d'observer les liaisons, de prononcer distinctement et sans mauvais accent. De plus, il faut pouvoir faire un compte-rendu sommaire et fidèle de ce qui a été lu.

En lecture, comme en toutes choses, la pratique fait le maître : c'est-à-dire que, pour arriver à un bon résultat, de nombreux exercices sont nécessaires. Mais il ne suffit pas de lire beaucoup, il faut en outre tenir compte des conseils qui suivent, qu'on ne saurait trop répéter :

D'abord, une lecture trop rapide est toujours vicieuse, sans compter qu'elle ne peut rien produire, attendu que l'attention, ni l'intelligence, ni la mémoire n'ont le temps de jouer leur rôle.

Il faut lire avec une certaine lenteur, et pour bien lire, il faut bien voir ; la vue doit donc précéder la parole. En ne lisant pas trop rapidement, on a le temps :

- 1° de faire les liaisons nécessaires ;
- 2° de donner à sa lecture l'intonation convenable, tout en ayant une prononciation correcte ;
- 3° de fixer son attention sur la forme et le sens des mots ;
- 4° par conséquent de comprendre ce qu'on lit ;
- 5° enfin, de le confier à la mémoire.

La lecture ainsi comprise est un puissant moyen d'instruction.

2. Composition

1. *Petit travail écrit, tout à fait et assez correct, au point de vue du contenu et de la forme (orthographe, ponctuation, calligraphie).*
2. *Composition moins satisfaisante, avec fautes légères.*
3. *Écriture et style faibles, contenu cependant compréhensible.*
4. *Composition presque sans valeur.*
5. *Écriture tout à fait nulle.*

Enseignement civique

Le but de l'instruction civique est de faire connaître au jeune citoyen les institutions de son pays et de lui indiquer les meilleures règles pour se diriger d'une manière sûre dans la vie publique.

Un bon citoyen, c'est celui qui aime son pays, qui connaît ses droits et qui pratique ses devoirs envers sa patrie et ses concitoyens.

La Suisse, notre patrie, est une confédération composée de 22 cantons souverains ; trois cantons sont divisés eux-mêmes chacun en deux demi-cantons ; ces 25 Etats forment une république fédérative.

Une république est démocratie pure, lorsque le peuple fait lui-même les lois ; elle est une démocratie représentative, lorsque le peuple exerce ses droits souverains, au moyen de représentants nommés par lui. Dans ce dernier cas, le travail législatif des députés peut être soumis à la votation facultative ou obligatoire des électeurs au moyen du referendum.

La Suisse elle-même est une démocratie représentative ; cependant les lois fédérales sont soumises à l'adoption ou au rejet du peuple, si la demande en est faite par 30,000 citoyens actifs ou par huit cantons. (Referendum facultatif.)

Tout Etat a une constitution ; celle-ci fixe d'une manière générale les droits et les obligations réciproques de l'Etat et des citoyens et détermine la forme du gouvernement.

Tous les peuples ne sont pas gouvernés de la même manière ; les uns ont à la tête de l'Etat un monarque ; les autres, comme la Suisse, forment une république. Dans la plupart des monarchies, le souverain partage le pouvoir avec les représentants de la nation ; cette forme de gouvernement porte le nom de monarchie



PA 1268

constitutionnelle, par opposition à la monarchie absolue où le monarque est seul responsable. La meilleure forme de gouvernement, pour un peuple libre et éclairé, c'est la république fédérative et démocratique.

Questionnaire.

Quel est le but de l'enseignement civique ? Qu'est-ce que la Suisse ? Qu'appelle-t-on démocratie pure ? démocratie représentative ? Qu'est-ce que le referendum ? quand est-il facultatif ? obligatoire ? Comment est le referendum dans la Confédération ? Qu'est-ce que la constitution ? Combien y a-t-il de formes de gouvernement ? Quelle est la meilleure forme de gouvernement ?

La Commune

On nomme commune, la réunion des familles et des individus qui habitent la même ville ou le même village ; la commune est un diminutif de l'Etat, elle a presque les mêmes services publics, elle a aussi ses impôts à elle ; elle est toutefois subordonnée à l'Etat, car elle ne forme qu'une petite partie de la nation ; elle n'est autonome que dans la mesure où la loi le lui permet.

Tout membre de la commune s'appelle citoyen ; celui-ci a des droits : liberté de conscience, liberté individuelle, liberté civile, égalité devant la loi, etc. ; il a aussi des devoirs : service militaire, exercice du droit de vote, obligation de remplir dans certains cas des fonctions publiques, etc.

Comme électeur, le citoyen doit prendre part aux élections, donner son suffrage au plus digne, rester étranger aux intrigues, etc. Si les concitoyens lui confient un emploi public, il est tenu à étudier de son mieux la nature des fonctions qu'il doit remplir.

Il y a dans chaque commune : une assemblée primaire, un conseil municipal, une assemblée des bourgeois. Si le nombre des non-bourgeois forme au moins

la moitié de l'assemblée primaire, ou si le conseil communal est composé de la moitié de non-bourgeois, l'assemblée des bourgeois a le droit de demander la formation d'un conseil bourgeoisial.

L'assemblée primaire se compose : des bourgeois, des Valaisans et des Suisses ayant le droit de voter en vertu de la législation fédérale ; elle nomme le conseil communal, le président et le vice-président de la commune et éventuellement le conseil général ; l'assemblée primaire contrôle la gestion du conseil municipal.

L'assemblée bourgeoisiale se compose exclusivement des bourgeois, elle fixe éventuellement le nombre des membres du conseil, procède à leur nomination, ainsi qu'à celle du président et du vice-président. Elle délibère dans les limites de la loi, sur la réception de nouveaux bourgeois, elle contrôle l'administration du conseil bourgeoisial.

Le conseil communal se compose de trois membres au moins et de quinze au plus. Il pourvoit à l'administration générale de la commune ; il élabore et fait exécuter les règlements locaux ; il nomme ses employés ; il fixe le budget des recettes et des dépenses, arrête les comptes et répartit les charges publiques.

L'assemblée primaire peut nommer, en même temps que le conseil communal, un conseil général.

Le conseil de bourgeoisie se compose de trois membres au moins et de sept au plus. Il veille aux intérêts de la bourgeoisie ; il en administre les biens, propose à l'assemblée le règlement sur la jouissance des avoirs bourgeoisiaux et rend annuellement compte de sa gestion.

Les élections pour les autorités municipales ont lieu tous les quatre ans, le premier dimanche de décembre. Nul ne peut être en même temps président et juge de la même commune ; un membre du conseil municipal ne peut faire partie du conseil bourgeoisial de la même commune.

Questionnaire

Qu'appelle-t-on commune? Quels sont les droits et les devoirs du citoyen? Quels sont les devoirs du citoyen comme électeur? Quelles sont les autorités communales? bourgeoises? Qui fait partie de l'assemblée primaire? Quelles sont les attributions de l'assemblée primaire? Qui fait partie de l'assemblée bourgeoise? Quelles sont ses attributions? De combien de membres se compose le conseil municipal? le conseil bourgeois? Quelles sont leurs attributions? Par qui l'assemblée primaire peut-elle être remplacée? A quelle époque se font les élections pour les autorités municipales.

Le Canton

Sont citoyens valaisans : 1) les bourgeois, par droit de naissance, d'une commune du canton ; 2) ceux à qui la naturalisation a été conférée par la loi ou par le Grand Conseil.

Les citoyens valaisans ont le droit de referendum et le droit d'initiative ; pour l'exercice de ce dernier droit, la loi exige que la demande doit en être faite par 4000 citoyens jouissant de leur droit de vote.

Sont soumis à la votation du peuple : 1) la révision totale ou partielle de la constitution ; 2) les lois et décrets élaborés par le Grand Conseil, excepté les décrets qui ont un caractère d'urgence ou qui ne sont pas d'une portée générale et permanente, les dispositions législatives nécessaires pour assurer l'exécution des lois fédérales ; 3) toute décision du Grand Conseil entraînant une dépense extraordinaire de 60,000 francs ou, pendant le terme de trois ans, une dépense moyenne de 20,000 francs, si ces dépenses ne peuvent être couvertes par les recettes ordinaires du budget ; 4) toute élévation de l'impôt sur la fortune et le revenu capitalisé, à moins qu'elle ne soit rendue nécessaire par les contributions extraordinaires que la Confédération peut imposer aux cantons.

Le peuple peut, par voie d'initiative : 1) demander

l'élaboration d'une loi nouvelle, l'abrogation ou la modification d'une loi déjà entrée en vigueur depuis quatre ans au moins ; 2) présenter un projet de loi rédigé de toutes pièces.

Dans la règle, le peuple est appelé chaque année, dans le courant du mois de décembre, à se prononcer simultanément sur les lois et décrets votés par le Grand Conseil ou émanant de l'initiative populaire.

Les autorités du canton sont : 1) le Pouvoir **législatif** ou Grand Conseil ; 2) le Pouvoir **exécutif** ou Conseil d'Etat ; 3) le Pouvoir **judiciaire**, représenté par le Tribunal cantonal, les tribunaux d'arrondissement, les juges-instructeurs et les juges de commune.

Pouvoir législatif. Il est composé des membres du Grand Conseil nommés pour 4 ans, par tous les électeurs suisses du canton, à raison d'un député sur mille âmes de population. L'élection se fait par districts ou par cercles. L'élection par cercles n'a lieu qu'à la demande d'une ou de plusieurs communes du même district représentant la population nécessaire pour avoir un ou plusieurs députés.

L'élection du Grand Conseil a lieu tous les quatre ans, le 1^{er} dimanche de mars pour chaque renouvellement de législature ; à l'ouverture de la session constitutive, la nouvelle chambre entre en fonctions.

Le Grand Conseil se réunit : en session constitutive, le troisième lundi qui suit son renouvellement intégral ; en session ordinaire, le deuxième lundi de Mai et de Novembre ; il peut aussi se réunir en session extraordinaire, lorsque l'intérêt du pays l'exige. Chaque session ordinaire est de 13 jours continus au plus ; elle peut toutefois être prolongée dans les cas d'intérêt majeur. Le Grand Conseil nomme dans son sein, à la session constitutive et à la première session ordinaire des années suivantes : son président, deux vice-présidents, deux secrétaires, dont l'un pour la langue française et l'autre pour la langue allemande, et deux scrutateurs.

Ses attributions sont : d'adopter, d'amender ou de rejeter les projets de lois ; de contrôler l'administration du Conseil d'Etat ; de fixer le budget cantonal ; de nommer le Conseil d'Etat, le Tribunal cantonal ; d'accorder la naturalisation cantonale et d'exercer le droit de grâce.

Pouvoir exécutif. Ce pouvoir est confié à un Conseil d'Etat composé de cinq membres élus pour quatre ans.

1) Il est chargé de l'administration du pays ; 2) il présente les projets de lois et de décrets ; 3) il est chargé de la promulgation des lois et décrets ; 4) il entretient les rapports avec les autorités fédérales et celles des Etats confédérés ; 5) il nomme et révoque les fonctionnaires qui lui sont subordonnés.

Le président du Conseil d'Etat est nommé chaque année à la session de mai, par le Grand Conseil ; le même membre n'est ordinairement pas réélu président dans la même législature.

Le Conseil d'Etat est représenté dans les districts par les préfets nommés également pour la durée de quatre ans ; les sous-préfets sont nommés pour la même période.

Les affaires de l'administration cantonale sont réparties en six départements, savoir : 1) Le département de l'intérieur ; 2) le département de l'instruction publique ; 3) le département de justice et police ; 4) le département des finances ; 5) le département militaire, et 6) le département des travaux publics.

Un conseiller d'Etat ne peut remplir aucune autre fonction cantonale ou communale ; il ne peut exercer le mandat de député, ni être membre d'un conseil d'administration d'une banque ou d'une société de chemin de fer.

Pouvoir judiciaire. La justice est exercée dans la commune par le juge de la commune, élu par l'assemblée primaire pour la durée de quatre ans.

En cas d'empêchement ou de récusation du juge ou de son substitut, il est remplacé par le juge d'une autre commune du même district.

Le juge-instructeur, nommé pour quatre ans par le Tribunal cantonal, rend la justice dans le district.

En cas d'empêchement, le juge-instructeur est remplacé par le juge suppléant.

Il y a, par arrondissement, un tribunal au civil, au correctionnel et au criminel. Il y a quatre tribunaux d'arrondissement, deux dans la partie allemande et deux dans la partie française du canton.

Quand le tribunal connaît des matières pénales ou criminelles, le juge-instructeur est assisté d'un rapporteur, nommé par le Conseil d'Etat.

Le Tribunal cantonal, formé de cinq juges et de trois suppléants nommés par le Grand Conseil pour une durée de quatre ans, rend la justice dans le canton.

Comme Cour d'appel, il prononce en dernier ressort sur tous les jugements rendus par les tribunaux d'arrondissement, lorsque l'appel est réservé.

Comme Cour de cassation, il prononce sur tous les recours interjetés contre les décisions des tribunaux d'arrondissement et des juges-instructeurs pour violation de la loi ou pour vices de procédure.

En matière correctionnelle et criminelle, il y a près le Tribunal cantonal un rapporteur nommé par le Grand Conseil.

Le président du Tribunal cantonal est nommé par le Grand Conseil pour la durée d'un an. Il est rééligible.

Droits et obligations des Cantons

Les Cantons ont le droit :

d'édicter des lois qui, à côté des lois fédérales, sont nécessaires et permises à chaque canton ;

d'exiger de la Confédération la garantie ou la protection de leur territoire et de leurs lois ;

d'appeler les Etats confédérés à leur secours en cas de danger subit venant du dehors ou du dedans ;

d'exiger le referendum sur les lois fédérales qui doivent être soumises à la votation du peuple lorsque huit Cantons en font la demande.

Les Cantons ont l'obligation :
de soumettre leur constitution particulière à la garantie fédérale :
de la reviser dès que la révision est demandée par six mille citoyens au moins :
de se soumettre à la juridiction fédérale en cas de différend entre cantons :
d'accorder le libre passage aux troupes fédérales.

Organisation scolaire

La Confédération n'a pas d'organisation générale de l'instruction publique ; les cantons et les communes pourvoient à l'instruction primaire, secondaire et supérieure ; le gouvernement fédéral leur accorde des subsides.

Le Conseil d'Etat, par l'intermédiaire du Département de l'instruction publique, exerce la direction supérieure et la haute surveillance. Il est secondé par un conseil spécial distinct selon qu'il s'agit de l'instruction supérieure ou de l'enseignement primaire.

Les établissements de l'Instruction publique du Canton sont :

1) les écoles primaires et moyennes ; 2) les écoles normales ; 3) les trois collèges de Brigue, de Sion et de St-Maurice ; 4) le lycée cantonal ; 5) le séminaire. Ce dernier établissement relève de l'autorité ecclésiastique, soit de l'évêque du diocèse.

L'inspecteur a la surveillance de l'instruction primaire dans les districts, et la commission scolaire dans les communes. Celle-ci est composée de trois à sept membres.

Questionnaire

Qui est citoyen valaisan ? Quels sont les droits politiques du citoyen valaisan ? Qu'est-ce qui est soumis à la votation du peuple ? Quelles sont les prérogatives que le droit d'initiative confère au peuple valaisan ? Quels sont les trois pouvoirs publics du canton ? Combien de membres compte le Grand Conseil, par qui, et pour quelle durée sont-ils nommés ? Quand a lieu l'élection des membres du Grand Conseil ? Quel est le nombre des sessions ? ordinaires ?

extraordinaires? Quelles sont les nominations que fait le Grand Conseil à la session constitutive? à la première session ordinaire de chaque année? Quelles sont les attributions du Grand Conseil?

A qui est confié le pouvoir exécutif? Quelles sont les attributions du pouvoir exécutif? Par qui est nommé le Président du Conseil d'Etat? Par qui est représenté le Conseil d'Etat dans les districts? Comment sont réparties les affaires de l'administration cantonale? Un membre du pouvoir exécutif peut-il remplir d'autres fonctions?

Qui exerce la justice dans la commune? dans le district? dans l'arrondissement? dans le canton? Quelles sont les attributions de ce dernier tribunal comme cour d'appel? comme cour de cassation?

Qui nomme le président du Tribunal cantonal?

Quels sont les droits et les obligations du canton?

A qui est confiée l'organisation scolaire? Par quels conseils le Département de l'instruction publique est-il secondé? Quels sont les établissements de l'instruction publique? Qui exerce la surveillance sur les écoles dans les districts? dans les communes?

La Confédération

L'autorité suprême de la Confédération est exercée par l'assemblée fédérale, qui se compose de deux sections ou Conseils, savoir: a) le Conseil national; b) le Conseil des Etats.

A. Le Conseil national se compose des députés du peuple suisse, élus à raison d'un membre par 20,000 âmes de la population totale. Les fractions en sus de 10 mille âmes sont comptées pour 20 mille.

Chaque canton et, dans les cantons partagés, chaque demi-canton, élit un député au moins.

Les élections pour le Conseil national sont directes et ont lieu dans 48 collèges électoraux fédéraux.

A droit de prendre part aux élections et votations, tout Suisse âgé de 20 ans révolus et jouissant du droit de citoyen actif.

Tout citoyen suisse laïque, ayant droit de vote, est éligible comme membre du Conseil national, à l'except-

tion des députés au Conseil des Etats, des membres du Conseil fédéral et des fonctionnaires nommés par ce corps.

Le Conseil national est élu pour trois ans et renouvelé intégralement au mois d'octobre.

B. Le Conseil des Etats (44 députés, représente les cantons, et comme ceux-ci sont tous égaux en droits, chacun nomme deux députés ; dans les cantons partagés, chaque demi-Etat élit un député.

Les députés au Conseil des Etats sont indemnisés par les cantons, et ceux du Conseil national par la Caisse fédérale.

Les lois fédérales, les décrets et les arrêtés fédéraux ne peuvent être rendus qu'avec l'accord des deux Conseils.

Les lois et décrets n'entrent en vigueur que si, dans les 90 jours dès leur promulgation, il n'a été présenté aucune demande de referendum.

Chaque conseil délibère séparément.

Toutefois les deux Conseils se réunissent pour l'élection du Conseil fédéral, du Tribunal fédéral, du Chancelier, ainsi que du Général en chef de l'armée fédérale.

Ils se réunissent également lorsqu'il s'agit d'exercer le droit de grâce ou de prononcer sur un conflit de compétence entre autorités fédérales.

Pouvoir exécutif. L'autorité exécutive supérieure de la Confédération est exercée par le Conseil fédéral ; c'est le gouvernement de la Suisse. Il est composé de 7 membres élus pour 3 ans par l'Assemblée fédérale.

Tout citoyen suisse, éligible au Conseil national, peut être nommé membre du Conseil fédéral, mais on ne peut en choisir plus d'un dans le même canton.

Le président du Conseil fédéral porte le titre de Président de la Confédération. Il est nommé pour une année par l'Assemblée fédérale et il est choisi parmi les membres du Conseil fédéral. Le même membre du Conseil fédéral ne peut pas être nommé président de la Confédération deux années consécutives.

Le Conseil fédéral dirige les affaires fédérales ; il veille à l'observation de la Constitution et à l'exécution des lois ; il prépare les projets de loi pour l'Assemblée fédérale, fait les nominations, veille à la sûreté extérieure et à la tranquillité intérieure de la Suisse, administre les finances, les travaux publics, l'armée, les péages, etc.

Pour faciliter l'examen et l'expédition des affaires, l'autorité exécutive est répartie en 7 départements, à la tête de chacun desquels est placé un membre du Conseil fédéral.

Les Départements sont : le Département politique (dirigé par le président de la Confédération) ; le Département de l'Intérieur ; le Département de Justice et Police ; le Département Militaire ; le Département des Finances et Péages ; le Département du Commerce et de l'industrie ; le Département des Postes et Chemins de fer.

Une Chancellerie fédérale, à la tête de laquelle se trouve le Chancelier de la Confédération, est chargée du secrétariat de l'Assemblée fédérale et de celui du Conseil fédéral.

Pouvoir judiciaire. L'administration de la justice en matière fédérale est confiée à un Tribunal fédéral qui siège, pour les affaires pénales, avec l'assistance d'un jury.

Il est composé de 19 membres et de 9 suppléants, élus pour le terme de 6 ans par l'Assemblée fédérale.

Tout citoyen suisse, éligible au Conseil national, peut être élu membre du Tribunal fédéral.

Le Tribunal juge les différends de droit public et de droit civil, et les causes pénales qui sont placées dans sa compétence par la Constitution fédérale.

Ce sont, entre autres, les contestations de droit civil : entre la Confédération et les Cantons ; entre des Cantons et des particuliers ou des corporations d'une part, et la Confédération ou des Cantons d'autre part, etc..

En matière pénale, et assisté du Jury, le Tribunal fédéral juge les cas de haute trahison envers la Confédération, de révolte ou de violence contre les autorités fédérales, les crimes et délits politiques ayant provoqué une intervention fédérale armée, etc.

Le Tribunal fédéral a son siège à Lausanne.

Pour subvenir aux dépenses de son administration, la Confédération dispose des ressources suivantes :

- a) du produit de la fortune fédérale ;
- b) de celui des péages fédéraux perçus à la frontière suisse ;
- c) de celui des postes et télégraphes et des chemins de fer ;
- d) de celui de la régate des poudres ;
- e) de la moitié du produit brut de la taxe d'exemption militaire (l'autre moitié appartient aux cantons) ;
- f) des contributions des cantons, lesquelles sont réglées par la législation fédérale.

Droits et obligations de la Confédération

La Confédération a le droit :

de déclarer la guerre, de conclure la paix, de faire des alliances et des traités avec les Etats étrangers ;
d'intervenir dans un canton en cas de troubles ;
de disposer de l'armée et du matériel de guerre ;
de légiférer sur les points importants d'économie nationale : travaux publics endiguements et forêts, pêche et chasse, chemins de fer, d'organiser les postes, les télégraphes et les péages et d'en percevoir le produit, etc.

La Confédération a l'obligation :

d'assurer l'indépendance de la patrie contre l'étranger ;
de maintenir l'ordre et la tranquillité à l'intérieur ;
de protéger les libertés et les droits des citoyens, particulièrement la liberté de conscience et de croyance et le libre établissement sur tout le territoire de la Confédération, etc.

Organisation militaire

La constitution veut que chaque citoyen soit soldat, dès l'âge de dix-neuf ans révolus et jusqu'à la fin de l'année où il atteint quarante-huit ans.

Celui qui n'accomplit pas le service personnel est soumis à l'impôt militaire jusqu'à la fin de l'année où il atteint quarante ans. L'armée comprend: les états-majors, l'état-major général, les différentes troupes, savoir: l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie, le génie, les troupes de forteresse, les troupes sanitaires, les troupes du train, etc.

Les écoles de recrues sont destinées à former les soldats. Leur durée est: pour l'infanterie et le génie, de 65 jours; pour la cavalerie de 90 jours; pour l'artillerie et les troupes de forteresse, de 75 jours; pour les troupes sanitaires du train, de 60 jours.

a) L'armée comprend l'élite, la landwehr et le landsturm.

L'élite est formée des militaires de vingt ans à trente-deux ans révolus; la landwehr, des militaires de trente-trois à quarante ans révolus; le landsturm, des militaires de quarante et un à quarante-huit ans révolus.

Les militaires de la Suisse sont répartis en divisions; le Valais appartient à la première et à la huitième division. Les soldats valaisans sont répartis entre quatre bataillons d'élite et deux de landwehr. Le canton a en outre deux batteries de montagne.

Les officiers (lieutenant, premier-lieutenant, capitaine, major) sont nommés par le Canton; les grades supérieurs sont conférés par la Confédération.

b) Les cours de répétition de l'élite sont annuels. Ils durent onze jours, quatorze jours pour l'artillerie et les troupes de forteresse.

Dans la landwehr, toutes les armes, la cavalerie exceptée, sont appelées tous les quatre ans à un cours de répétition de onze jours.

Questionnaire

Par qui l'autorité suprême de la Confédération est-elle exercée ? Qu'est-ce que le Conseil national, le Conseil des Etats ? Qui peut en faire partie ? Par qui et pour quelle durée sont nommés les membres de ces différents Conseils ? Quand y a-t-il des sessions communes entre ces deux Conseils ? Quelles sont les attributions de l'Assemblée fédérale ?

Quel est le pouvoir exécutif de la Confédération ? Par qui est nommé le Conseil fédéral ? Qui est président de la Confédération ? Par qui et pour quelle durée est-il nommé ? Quelles sont les attributions du Conseil fédéral ? Quels sont les Départements fédéraux ?

Quel est le pouvoir judiciaire de la Confédération ? De combien de juges se compose-t-il ? Quelles sont ses attributions ?

De quelles ressources dispose la Confédération pour subvenir aux dépenses de son administration ?

Quels sont les droits et les obligations de la Confédération ?

Qu'exige la Constitution de chaque citoyen suisse ? Que comprend l'armée ? Quelle est la durée des différentes écoles de recrues ? Qu'y a-t-il à remarquer sur les cours de répétition de l'élite ? de la landwehr ? Quelle est la durée du service dans l'élite ? dans la landwehr ? dans le landsturm ? A quelle division appartient le Valais ? Qui confère les grades militaires ?

Examens de recrues

(Tous les sujets peuvent être traités sous forme de lettre)

1. Un jeune homme donne à ses parents des nouvelles de son séjour à l'hôpital, à la ville, à la campagne. — 2. Donnez à un ami des renseignements au sujet d'une place vacante, en lui exposant les avantages de cette place. — 3. Demandez à un chef d'atelier des renseignements sur un ouvrier que vous désirez engager. — 4. Ayant l'intention d'acheter un fonds de commerce, priez un ami de vous servir de caution. — 5. Mettre un ami en garde contre l'émigration en Amérique. — 6. Avantages de l'application au travail. — 7. Un bâtiment nécessite des réparations urgentes ; écrivez dans ce sens à l'artisan qui doit les exécuter. — 8. Un jeune homme qui a eu du malheur dans son tour à l'étranger, sollicite du secours de ses parents. — 9. Demandez à un patron s'il serait disposé à prendre votre frère cadet en apprentissage. — 10. Donnez

à un frère absent des nouvelles d'un malheur survenu dans la famille. — 11. S'informer au sujet d'un objet oublié ou égaré, dont on donne la description. — 12. Un ouvrier, qui a trouvé une bonne place, remercie son maître d'apprentissage. — 13. Enumérez à un ami les avantages d'un examen d'apprenti. — 14. Encouragez un ami à planter des arbres fruitiers. — 15. Les récoltes de cette année. — 16. Les dégâts causés par un orage. — 17. Un artisan prévient ses pratiques, qu'à l'avenir il enverra ses notes tous les 6 mois. — 18. Demandez à un ami si vous réussiriez en vous établissant dans sa localité. — 19. Réponse négative. — 20. Réponse affirmative. — 21. Demandez à votre maître la prolongation d'un congé (pour travail pressant à la maison, ou participation à une fête de famille), etc. — 22. Invitez un ami absent à assister à une fête de votre commune (inauguration, tir, représentation, etc.) — 23. Comment vous vous plaisez dans votre nouvelle place. — 24. Priez un ami de vous chercher, dans sa localité, une place qui vous convienne. — 25. Racontez à vos parents comment vous avez été préservé d'un grave accident. — 26. Engagez un frère (ou sœur) à assister à un cours d'arboriculture, d'horticulture, de cuisine, etc. — 27. Donnez à un ami de votre père des renseignements désirés sur un compagnon de travail (commis, ouvrier.) — 28. Demandez à votre père l'autorisation d'entrer dans une société (de chant, de gymnastique, de tir.) — 29. Lettre accompagnant un premier envoi destiné à secourir vos parents dans le besoin. — 30. Racontez une partie de plaisir faite avec une société dont vous êtes membre. — 31. Comment j'emploie mon temps libre. — 32. Remerciez un patron qui vous a appris votre métier. — 33. Racontez l'emploi d'une journée de travail (à l'atelier, à la campagne, au bureau, etc.) — 34. L'achat d'un cheval (ou vache). — 35. Dire pour quelle raison vous avez choisi votre métier. — 36. A qui devez-vous de la reconnaissance ? — 37. Excuses à un patron pour n'avoir pu reprendre le travail au jour fixé. — 38. Conséquences de l'abus des boissons alcooliques. — 39. Racontez un acte de bon camarade. — 40. Priez un maître d'état de venir faire une réparation urgente chez vous. — 41. Ma position actuelle. — 42. Offrir des marchandises (bois, fromage, etc.) en paiement à un créancier. — 43. Chaque vocation a ses avantages et ses inconvénients. — 44. Excuses à un ami qu'on a offensé sans le vouloir. — 45. L'épargne est le meilleur préservatif contre les mauvais jours. 46. Pourquoi devons-nous protéger les animaux ? — 47. Recomander à la charité d'un parent riche, une famille pauvre dont le chef vient de mourir. — 48. Invitez un ami à une course projetée. — 49. Joies et souffrances du campagnard. — 50. De l'exactitude, avantages qu'elle procure.

CONFÉDÉRATION

Association d'Etats souverains

Souveraineté exercée par le peuple

directement ou indirectement
 Démocratie pure (Landsgemeinde) Démocratie représentative (Grand Conseil)

CONSTITUTION

Loi fondamentale qui règle l'exercice des 3 grands pouvoirs { législatif
 exécutif
 judiciaire

Confédération	Canton	Arron- dissement	District	Commune
Pouvoir législatif ou Pouvoir de faire des lois Assemblée fédérale composée 1 ^{re} du Conseil national assemblée de députés 1 sur 20000 âmes élus pour 3 ans 11 ^{re} du Conseil des Etats 44 députés 2 par Canton	Grand Conseil assemblée de 117 députés 1 sur 1000 âmes élus pour 4 ans Attributions { Voter les lois, le budget, élire les membres des deux autres pouvoirs, contrôler l'administration			Assemblée primaire, réunion des électeurs de la commune Attributions { 1. Elire les députés du Grand Conseil et du Conseil national, le Conseil communal 2. Contrôler l'administration
Pouvoir exécutif ou Pouvoir de faire exécuter les lois Conseil fédéral Corps composé de 7 membres nommés pour 3 ans par l'assemblée fédérale Ils dirigent les 7 Départements : 1. Politique 2. Intérieur 3. Justice et Police 4. Militaire 5. Finances 6. Commerce Industrie et Agriculture 7. Postes et Chemins de fer	Conseil d'Etat composé de 5 membres nommés pour 4 ans par le Grand Conseil Départements : 1. Instruction publique 2. Intérieur 3. Finances 4. Justice et Police 5. Travaux publics 6. Militaire		Préfet nommé par le Conseil d'Etat pour 4 ans	Président et Conseil communal nommés par l'assemblée primaire pour 4 ans Attributions { 1. fait exécuter les lois dans la Commune. 2. fixe le budget communal 3. nomme les employés de la Commune
Pouvoir judiciaire ou P. de punir ceux qui violent les lois Tribunal fédéral composé de 19 juges et 9 suppléants nommés par l'assemblée fédérale pour 6 ans	Tribunal cantonal composé de 5 juges et de 3 suppléants nommés par le Grand Conseil pour 4 ans	Tribunal d'arrondissement composé de 3 juges-instructeurs	Juge-instructeur nommé par le Tribunal cantonal pour 4 ans	Juge communal nommé par l'assemblée primaire pour 4 ans

Conseils et directions

Pour traiter par écrit un sujet quelconque, il est nécessaire de posséder sur ce sujet les idées qui s'y rattachent.

1. Il faut donc, tout d'abord, le méditer avec une sérieuse attention, le considérer sous toutes ses formes et dans les situations diverses où l'on peut se le représenter. S'il est compliqué ou plus ou moins étendu, il sera décomposé en plusieurs parties.

2. Ce premier travail achevé, il faudra examiner avec soin quelles sont les idées que contient chaque partie et rechercher l'ordre dans lequel elles doivent se succéder. Autant que possible, les idées principales occuperont la première place ; celles de moindre portée viendront ensuite.

3. Dans la classification des idées, il est de toute importance d'observer un ordre logique, de rapprocher, par exemple, les idées analogues ou semblables, ou qui sont dépendantes les unes des autres, comme aussi il faudra opposer les idées contraires.

4. Toute divagation, toute idée qui ne se rapporte pas au sujet doit être écartée.

5. Un langage vrai, naïf, simple, naturel, est celui qui convient généralement, parce qu'il inspire le plus de confiance et qu'il est le mieux compris de tous.

6. Enfin, il importe d'observer encore les conseils que voici : développer chaque partie ou idée avec le moins de mots possible, — ne laisser passer aucune expression triviale, — ne faire aucune répétition inutile, — n'employer aucune expression sans en connaître le sens.

Il est inutile d'ajouter que les conseils et directions qui précèdent conviennent pour tous les sujets de composition : lettres familières, lettres d'affaires, billets, cartes, narrations, descriptions, comparaisons, biographies, etc., etc., en un mot, pour tout ce que l'on écrit.

3. Arithmétique

1. *Facilité dans les 4 règles, avec nombres entiers et fractions (fractions décimales y comprises) ; connaissance du système métrique et solution de problèmes correspondants sur les nombres concrets.*

2. *Les règles avec nombres entiers, avec connaissance de la division, si le dividende et le diviseur sont de plusieurs chiffres, calcul des fractions les plus simples.*

3. *Addition et soustraction de nombres jusqu'à cent mille et division par un nombre simple.*

4. *Facilité dans les additions et soustractions jusqu'à 1000.*

5. *Ignorance des chiffres et incapacité d'additionner de tête des nombres de deux chiffres.*

REMARQUE. — L'examen a lieu séparément pour le calcul mental et pour le calcul écrit. On emploie une carte renfermant 4 problèmes imprimés correspondants aux notes 1, 2, 3 et 4, et cela pour le calcul mental et pour le calcul écrit ; la note 5 est attribuée lorsque même le problème le plus facile n'a pas été résolu. Dans le livret de service et dans les tableaux statistiques, il n'est marqué qu'une note moyenne en

supprimant la fraction. Ainsi celui qui a 2 pour une branche de calcul et 3 pour l'autre, obtiendra la note 2.

Conseils et directions

1. Lire attentivement et plusieurs fois la question à résoudre et en peser tous les termes.

2. Se mettre en lieu et place des personnes : vendeur, acheteur, prêteur, emprunteur etc., dont il est question dans le problème.

3. Si la ou les opérations ne sont pas faciles à découvrir immédiatement, substituer aux données de la question de plus petits nombres permettant de résoudre mentalement celle-ci. La marche suivie pour le calcul mental sera une précieuse indication pour le calcul écrit.

4. Lorsqu'il y a avantage à le faire, transformer en fractions décimales les fractions ordinaires contenues dans les données.

5. Prendre l'habitude de faire immédiatement les calculs à la plume, de bien former les chiffres et de les aligner convenablement. Il sera ainsi plus facile de trouver les erreurs possibles.

6. Suivre la marche qui paraît la plus naturelle, raisonner les opérations et se rendre compte du pourquoi de chacune d'elles.

7. Séparer soigneusement les divers calculs et placer à côté de chaque nombre concret une indication permettant de se retrouver facilement.

8. Tout calcul doit être revu très attentivement au moins deux fois.

9. Enfin, ne pas donner les réponses avant de s'être assuré par une vérification ou une preuve, qu'elles correspondent exactement aux données du problème et à la question posée. Les écrire d'une manière claire et lisible.

4. Connaissances civiques

La branche connaissances civiques, dans les examens de recrues, comprend la géographie, l'histoire, et ce que nous appelons communément l'instruction civique. Ces trois branches ne donnent lieu qu'à une seule note, dont voici la signification, toujours d'après le règlement fédéral.

1. Connaissance de la carte de la Suisse et points principaux de l'histoire nationale et de la constitution, exposés correctement.

2. Réponses satisfaisantes à quelques questions un peu difficiles dans ces trois domaines.

3. Connaissances de quelques faits ou de noms sur l'histoire et la géographie.

4. Réponses à quelques questions élémentaires sur la géographie du pays.

5. Ignorance totale en ces domaines.

Conseils et directions

Enfin, pour les connaissances civiques, comme d'ailleurs pour les autres branches du programme, on utilisera avantageusement l'excellent guide intitulé : *Aux recrues suisses* (Dépôt du matériel scolaire, Sion.)

